

Zeitschrift: Schriftenreihe = Collection / Forum Helveticum
Herausgeber: Forum Helveticum
Band: 13 (2003)

Artikel: Agir pour construire l'avenir et sortir de l'immobilisme frileux : relevons les vrais défis qui nous sont lancés, sans nous laisser tenter par les sept principaux péchés de la politique
Autor: Villiger, Kaspar
Kapitel: 2: L'environnement
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-832926>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

1. Les questions qui se posent actuellement

Le climat ambiant est étrange et difficile à analyser. Le marasme économique actuel est oppressant, bien qu'il ne soit pas catastrophique. Il n'est pas faux de dire que les graves erreurs commises dans l'économie ont engendré une crise de confiance. Le monde politique est plus nerveux durant les années électorales et il n'est pas avare d'accusations provocantes. Les médias font un scandale de chaque incident et ils ont vite fait de clouer au pilori ceux qu'ils estiment coupables. Un observateur externe qui arriverait en Suisse sans nous connaître aurait l'impression de se trouver en face de gens sans perspective, en train de se quereller ou de s'autoflageller.

Dans quelle situation se trouve réellement notre pays? Un petit Etat tel que le nôtre a-t-il vraiment une chance de survivre dans un monde qui se globalise de plus en plus? Que pouvons-nous faire pour conserver notre niveau de vie?

Nombreux sont les citoyens et les citoyennes qui se posent ces questions, pour lesquelles, je vous le dis tout net, il n'existe pas de réponse facile. Et vous devriez vous méfier de ceux qui vous présenteront des réponses toutes faites durant cette année électorale. Mais je tiens quand même à aborder ces différentes questions.

Je vais tout d'abord tracer les grandes lignes de l'environnement dans lequel nous évoluons; je parlerai ensuite de la position de la Suisse dans cet environnement, puis je me pencherai sur sept des principaux péchés de la politique, avant d'aborder les quatre problèmes les plus graves – à mes yeux – auxquels la Suisse est confrontée et de suggérer pour terminer ce qu'il y aurait lieu de faire, afin que notre pays conserve sa prospérité. Vous verrez que dans le fond je suis un optimiste. Nous pouvons certes tenir notre rang dans ce nouvel environnement. Mais, pour le faire, nous ne devons pas rester les bras croisés.

2. L'environnement

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication, la libéralisation du commerce des biens et des services, ainsi que la modicité des frais de transport modifient le monde à un rythme de plus en plus rapide. Capital et places de travail peuvent être déplacés en un rien de temps. Les acquis qui ne reposent pas en permanence sur des prestations de pointe ne sont plus garantis.

La concurrence s'étend au monde entier et s'accroît jour après jour entre les pays, les cultures et les continents. Les économies, les Etats et les sociétés doivent s'adapter toujours plus rapidement. L'Etat-nation perd de son importance, même s'il reste la base de l'organisation et de la cohabitation des peuples. Les problèmes de portée planétaire que sont l'écologie, les flux migratoires, la santé et bien d'autres encore nous concernent aussi.

La mise en réseau sur le plan mondial de tout et de chacun, c'est-à-dire la mondialisation, est irréversible. Les mouvements antimondialisation n'y changeront rien. La mondialisation comporte certes des risques et fait aussi des perdants. Mais les chances qu'elle offre sont encore beaucoup plus nombreuses que les risques. Elle crée en effet un potentiel de croissance inimaginable. Celui qui sait en tirer profit par ses prestations est gagnant. Un petit pays enclavé comme la Suisse ne peut créer un bien-être supérieur à la moyenne que grâce à la liberté du commerce, et donc à la mondialisation.

3. Position de la Suisse dans cet environnement

Un savant mélange d'autonomie politique et d'ouverture économique sur le monde a fait de l'histoire de la Suisse moderne celle d'un succès. Une culture politique unique au monde a offert à la Suisse une stabilité à nulle autre pareille. Une politique économique libérale reposant sur des conditions-cadres favorables et fiables à long terme a permis l'émergence d'une économie performante. Cette dernière a aussi profité de la stabilité politique et sociale de notre pays. La sécurité sociale, qui se fonde sur des principes plus libéraux qu'ailleurs, ainsi que les secteurs de la santé et de la formation, ont atteint des standards élevés. La Suisse est aussi devenue le pays le plus sûr d'Europe.

Tous ces acquis sont encore valables. En comparaison internationale, notre situation est donc bonne. Nous avons beaucoup plus de raisons d'exprimer notre reconnaissance que de nous plaindre. Et pourtant, des symptômes de plus en plus nombreux nous font prendre conscience que notre situation privilégiée pourrait ne pas être très durable. Depuis des années, notre croissance est, si l'on en croit les statistiques, inférieure à la moyenne. Des fissures sont apparues dans la cohésion nationale. Des problèmes centraux, dont la solution exige un effort de longue haleine, sont purement et simplement ignorés. D'autres problèmes sont sciemment renvoyés à plus tard. Par euphémisme, on appelle cela un «moratoire». L'Etat est toujours davantage sollicité. L'avance dont